



ARRETE DU MAIRE

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE
ARRETE AR-2023-071
Arrêté d'alignement "les Affouages de Filly Sud" - ROL Martine

Le Maire de la Commune d'EXCENEVEX,

VU la demande de Mme Martine ROL en date du 19/10/2023 par laquelle :

- La commune d'EXCENEVEX, représentée par Monsieur Roger BECHET conseiller municipal chargé de la voirie,
- Mme VALERY Colette née CALAS le 20/03/1935 à Paris 4^{ème}, demeurant 16 route de Forges 19150 LAGARDE MARC LA TOUR, se déclarant usufruitière de la parcelle section B n° 317 sur la commune d'Excenevex (74),
- Mme ROL Martine née VALERY née le 29/03/1957 à Paris 17^{ème}, demeurant Bât B Apt 131 7 square Cap Horizon 19100 BRIVE LA GALARDE, se déclarant nue-proprétaire de la parcelle section A n° 1097 – 1098 sur la commune d'Excenevex (74),
- en l'absence de formalité publiée, suivant déclaration, sans présentation d'acte ;

« lieudit les Affouages de Filly Sud », commune d'Excenevex,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122-21 ;

VU le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment son article L3111-1 ;

VU le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants ;

VU le Code de la voirie routière et notamment les articles L112-1 à L112-8, L141-3, R116-1 et R116-2 ;

VU le Code de la construction et de l'habitation, notamment son article L112-1 ;

VU le Code pénal, notamment son article 131-13 ;

VU l'état des lieux ;

ARRETE

ARTICLE 1 - Alignement

L'alignement de la voie susmentionnée au droit de la propriété du bénéficiaire est défini par la ligne matérialisant la limite fixée par le plan de bornage et d'alignement matérialisant la limite de fait du domaine public annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2 - Responsabilité

Les droits des tiers demeurent expressément préservés.

ARTICLE 3 - Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

.../...

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

ARTICLE 4 - Validité et renouvellement de l'arrêté, remise en état des lieux

Le présent arrêté court à compter du jour de sa délivrance et dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

ARTICLE 5 - Atteintes au domaine public routier

Le présent arrêté devra être respecté dans son contenu, sous peine de poursuites pour contravention de voirie en application de l'article R*116-2 du Code de la voirie routière susvisé.

ARTICLE 6 - Publications et affichage

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune d'Excenevex.

ARTICLE 7 - Recours

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans les deux mois à compter de sa notification.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 96-142 du 21/02/1996 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.

ARTICLE 8 - Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Le bénéficiaire pour attribution ;
- La commune d'Excenevex pour affichage et publication
- SARL DAGRON-DELAVOET, Géomètres

A Excenevex, le 21/11/2023

Chrystelle BEURRIER
Maire



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours juridictionnel devant le Tribunal administratif de Grenoble dans le délai de deux mois à compter de sa notification pour l'intéressé, ou à compter de son affichage pour les tiers. Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux adressé à Madame le Maire de la commune d'Excenevex dans le même délai. Dans ce cas, la décision du Maire prise sur recours gracieux peut faire l'objet d'un recours juridictionnel devant le Tribunal administratif de Grenoble dans le même délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou, à défaut de réponse expresse, dans ce même délai à compter de l'expiration d'un premier délai de deux mois suivant la réception du recours gracieux par la commune.